

« L'un des pires crimes de masse du XXe siècle »

Indonésie 1965, mémoire de l'impunité

Cinquante ans après le massacre par l'armée indonésienne de centaines de milliers de citoyens communistes ou soupçonnés de l'être, les survivants et leurs familles luttent pour obtenir justice. A ce jour, aucun des responsables de cette campagne de terreur n'a été jugé. Et le gouvernement du président Joko Widodo, arrivé au pouvoir en octobre 2014, hésite à ouvrir de véritables enquêtes.

par Lena Bjurström, journaliste

MONDE diplomatique MONDE diplomatique
[Indonésie 1965, mémoire de l'impunité](#) (Le Monde Diplomatique, décembre 2015)

C'est un musée perdu dans le sud de la gigantesque mégalopole de Djakarta. En cette veille de fête nationale, le 17 août 2015, des familles se pressent devant les vitrines poussiéreuses. De vieilles photographies, quelques effets personnels et des vêtements tachés de sang : les reliques des « héros de la nation », six généraux et un lieutenant tués dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre 1965. « *Assassinés par les communistes* », affirment les panneaux explicatifs. Une histoire officielle qui ne dit mot des massacres que cette nuit sanglante a déclenchés. Car, si des doutes subsistent aujourd'hui encore sur les véritables instigateurs de ces assassinats, l'ennemi public a rapidement été désigné.

Dès le 2 octobre, le général Mohammed Suharto, prenant la tête de l'armée, accuse le Parti communiste (PKI) de tentative de coup d'Etat et appelle à l'annihilation de ses partisans. Dans les mois qui suivent, plusieurs centaines de milliers d'Indonésiens sont assassinés et plus d'un million d'autres, emprisonnés sans procès. Certains sont membres du PKI, d'autres, syndicalistes ou intellectuels ; beaucoup sont de simples citoyens soupçonnés de sympathies communistes et dénoncés par leurs collègues ou leurs voisins.

Agé de 83 ans, Kusnendar, ainsi qu'il se présente, était de ceux-là. Cinquante ans ont passé, mais le vieil homme n'éprouve aucune difficulté à dérouler le fil de ces journées qui ont bouleversé sa vie. « *En 1965, je travaillais pour le ministère de l'industrie. J'étais en contact avec plusieurs syndicats de travailleurs, j'assistais parfois à leurs meetings. Mais je n'étais membre d'aucun d'eux, et je n'étais pas non plus communiste.* » Il n'a jamais su qui l'avait dénoncé, ni pourquoi. Le 10 octobre, des policiers font irruption chez lui et l'emmènent sans ménagement. « *De ma cellule au commissariat, j'ai été transféré dans un centre militaire de Djakarta et jeté dans une pièce avec une trentaine d'autres personnes. Je me souviens qu'il y avait des traces de sang sur les murs.* » Tous ignorent de quoi ils sont accusés. Transféré en prison, Kusnendar est « interrogé ». « *Trois militaires m'ont emmené dans une pièce. Ils m'ont demandé à quelle branche du PKI j'appartenais et, quand j'ai nié, ils m'ont frappé, encore et encore. Ça a duré trois heures. A la fin, ils m'ont fait signer un papier que je n'ai pas pu lire.* »

Propagande sur le danger communiste

Il est ensuite envoyé aux travaux forcés, avant d'échouer finalement avec cinq cents autres à Buru, une île de l'archipel des Moluques située à plusieurs milliers de kilomètres de la capitale. Au cours de la décennie suivant les événements, plus de dix mille prisonniers politiques passeront par ce bagne tropical : des employés de bureau, des paysans et de nombreux intellectuels. Parmi eux, Kusnendar croise l'écrivain Pramoedya Ananta Toer, dont les histoires racontées le soir à ses codétenus épuisés formeront l'œuvre majeure, le *Quatuor de Buru*. Certains meurent rapidement, de faim ou de maladie tropicale.

« J'ai passé dix ans de ma vie sur cette île, raconte Kusnendar. En 1978, j'ai été libéré. J'ai retrouvé ma famille à Djakarta, et la vie a repris — difficilement. » Sur sa carte d'identité, les militaires ont apposé le sceau « Ancien prisonnier », ce qui le prive de tout droit politique et lui ferme les portes de l'administration. Il va donc enchaîner les emplois peu qualifiés : vendeur, éboueur.

Entre le 1er octobre 1965 et le printemps suivant, entre cinq cent mille et un million de personnes auraient été assassinées. « Nous ne pouvons faire que des estimations, car il n'y a jamais eu d'enquête, déclare l'avocate Nursyahbani Katjasungkana. *Ce dont nous sommes sûrs, en revanche, c'est que, s'il y a bien eu des émeutes anticomunistes, la plupart des tueries étaient systématiques et organisées par l'armée.* » Après avoir commencé dès le début du mois d'octobre dans l'île de Sumatra, les arrestations et les assassinats de communistes présumés se poursuivent dans le centre de l'île de Java. Un commando militaire est envoyé dans ce fief historique du PKI pour y coordonner la répression, tandis qu'à Djakarta débute une purge dans le gouvernement et dans l'armée. En décembre, la répression s'étend à Bali et au reste du pays. S'appuyant sur des listes fournies par l'armée, des militaires, des policiers ou des milices civiles procèdent aux arrestations. Certains prisonniers sont envoyés dans des camps. D'autres sont emmenés à la nuit tombée et exécutés sans autre forme de procès. La plupart des corps, enterrés dans des fosses communes ou jetés dans des rivières, n'ont jamais été retrouvés.

Dans son petit appartement de Yogyakarta, Mme Sri Muhayati regarde avec tristesse la photographie de son père. « *Il était membre du PKI, mais il n'avait rien fait !* » Emmené par l'armée le 17 octobre 1965, il n'est jamais revenu. Sa fille, arrêtée à son tour, ne l'a revu qu'en prison, quelques instants, avant qu'un nouveau camion l'emporte. En 2000, une fosse commune a été découverte à Wonosobo, dans l'île de Java. Certains corps ont pu être identifiés. Parmi eux, celui de ce grand homme en sarong dont le portrait jauni trône à côté de la télévision.

« *L'un des pires crimes de masse du XXe siècle (1)* », pour reprendre les termes de la Central Intelligence Agency (CIA), a été étouffé par trente-deux ans de dictature et par l'indifférence de la communauté internationale. « *Les massacres de 1965 ont marqué la naissance du régime de l'“ordre nouveau”,* explique la chercheuse Saskia Wieringa. *En détruisant le PKI, le général Suharto a considérablement affaibli le pouvoir du président Sukarno, proche des idées communistes et cofondateur du Mouvement des pays non alignés, avant de prendre le contrôle de l'Etat.* » Un renversement politique fort opportun pour les Etats-Unis et l'Europe de l'Ouest, qui, en pleine guerre froide, se sont ainsi vus débarrassés du mouvement communiste le plus important en dehors de l'Union soviétique et de la Chine maoïste (2). Nombre de chercheurs accusent le gouvernement américain d'avoir soutenu le général Suharto, notamment en lui fournissant du matériel radio et des listes de militants (3), mais Washington a toujours nié.

Pendant la dictature, détaille Wieringa, « *l'administration Suharto a sans cesse renforcé sa propagande sur le “danger communiste”* ». Dès le mois d'octobre 1965, l'assassinat des six généraux est relaté en détail à la radio et dans les journaux, lesté d'un certain nombre de mythes qui perdurent aujourd'hui encore. « *D'après la propagande, les généraux enlevés ont été séduits puis castrés par des membres des Gerwani, l'aile féminine du Parti communiste,* raconte Wieringa. *Bien sûr, les autopsies ont montré qu'ils n'avaient absolument pas été émasculés, mais cela n'a pas empêché cette fable de se propager. Dans un pays très croyant, cette image du communiste fourbe, athée et sexuellement pervers a attisé la haine.* »

A partir de 1984, le film d'Arifin C. Noer *Pengkhianatan G30S/PKI*, diffusé tous les 30 septembre à la télévision publique et intégré aux programmes scolaires, relaie encore plus largement le discours officiel. « *Toute la jeunesse indonésienne a grandi avec ces images,* souligne Mme Tioria Pretty, de l'organisation de défense des droits humains KontraS. *La plupart des Indonésiens croient encore à cette version de l'histoire. Et, sans volonté politique, il est presque impossible de rétablir la vérité au niveau national.* »

En 1998, le régime de Suharto prend fin dans un bain de sang (4). L'Indonésie se reconstruit ; les sanctions à l'égard des victimes de 1965, de leurs familles et de leurs descendants, privés de droits politiques comme d'accès à l'université et à l'administration, sont levées. Mais le massacre reste un sujet tabou. *« Il a été question d'enquêter sur ces événements, mais ça n'a jamais abouti, soupire Mme Pretty. De nombreux membres du nouveau gouvernement étaient liés à Suharto, certains d'entre eux impliqués dans les massacres. Et des partis religieux importants, comme Nahdlatul Ulama, dont la milice Ansor a participé aux tueries, se sont toujours opposés à la réouverture du dossier. »*

Mais dans la société, petit à petit, la parole se libère. Les victimes du régime de l'« ordre nouveau » s'organisent en associations ; la presse progressiste relaie leurs récits. En 2012, la commission nationale des droits de l'homme dépose sur le bureau du procureur général un épais rapport. S'appuyant sur les déclarations de 349 victimes et témoins des événements dans six provinces, la commission juge l'Etat indonésien coupable de « violations des droits de l'homme flagrantes » et préconise la création d'un tribunal ad hoc pour lever le voile et juger les responsables des tueries. Le rapport provoque un tollé. Certains, comme l'influent ministre de la politique, des lois et des affaires de sécurité Djoko Suyanto, justifient les massacres, arguant que *« ce pays ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui si [cette purge] n'avait pas eu lieu »*. Les partis musulmans conservateurs et les associations religieuses qui leur sont liées alertent sur les dangers de l'athéisme. Cette même année, le documentaire de Joshua Oppenheimer *The Act of Killing* sort en Europe et en Amérique du Nord. D'anciens miliciens reconstituent leurs crimes face à la caméra. *« Ce film a agi comme un électrochoc, estime l'avocate Me Katjasungkana. Cette année-là, nous avons décidé d'organiser un tribunal citoyen pour enquêter sur ces événements, sans attendre que l'Etat agisse enfin. »*

Responsable de l'organisation de ce tribunal, l'avocate rassemble le maximum de données avec une équipe de chercheurs et de volontaires. Présenté en novembre dernier à La Haye, le dossier d'accusation vise à *« juger des crimes individuels, mais aussi à faire reconnaître la responsabilité de l'Etat »*. Ce dossier a été examiné par un panel de juges tels que Mme Helen Jarvis, vice-présidente du Tribunal permanent des peuples, ou le juriste Cees Flinterman, ancien membre du Comité des droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies (ONU). Ils rendront leur verdict début 2016 mais, lors de la déclaration de clôture des audiences, les sept juges ont d'ores et déjà estimé que *« des crimes contre l'humanité [ont] sans l'ombre d'un doute »* été commis en 1965. Pour Me Katjasungkana, il s'agit de lutter contre les *« fausses vérités »* qui gangrènent aujourd'hui encore la société et contre *« les groupes musulmans radicaux, comme le Front de défense de l'islam, qui harcèlent les associations de victimes, interrompent leurs rassemblements, sans que la police réagisse »*.

En mai 2015, le président Joko Widodo annonçait la mise en place d'un comité de réconciliation nationale sur les crimes de l'« ordre nouveau », s'attirant ainsi l'ire des partis musulmans conservateurs comme des associations de défense des droits humains. Pour ces dernières, il ne peut y avoir de réconciliation sans justice. *« Depuis, le gouvernement a assuré qu'une enquête sur les faits serait bien l'une des missions de ce comité. Mais nous restons sceptiques »,* déclare Mme Pretty.

Mme Roichatul Aswidah, membre de la commission des droits de l'homme, qui devrait participer au comité de réconciliation voulu par le gouvernement, se veut plus mesurée : *« Nous avons eu plusieurs réunions avec le gouvernement, et les signes sont positifs. Nous nous efforçons d'obtenir la meilleure solution possible : une enquête et une réhabilitation des victimes. »* Pour ce qui est d'amener les coupables devant la justice, elle est plus réservée : *« Les victimes nous demandent de ne pas fermer la porte du processus judiciaire. Mais la plupart des responsables des exactions sont décédés. Quelle justice ne condamnerait que ceux qui ont exécuté les ordres, et pas ceux qui les ont donnés ? »* Ce à quoi Me Katjasungkana réplique : *« Depuis cinquante ans, des victimes sont traitées comme des coupables et des meurtriers vivent en toute liberté. Les événements de 1965 ne sont pas une histoire du passé ; ils sont un symbole de l'impunité qui règne encore dans ce pays. »*

Tous les jeudis depuis 2006, ils se tiennent immobiles devant le palais présidentiel, à Djakarta. Habillés de noir, brandissant des parapluies sombres, ils sont une soixantaine, toutes générations confondues. Tous victimes d'exactions jamais jugées. Des Papous (5), des familles d'étudiants assassinés ou de militants disparus lors de la répression de 1998, et les visages ridés des survivants de 1965. Au sol, ils ont déposé des banderoles et les photos de leurs disparus. Ils scandent un appel au président. Agir, vite, car le temps passe et les traces s'effacent. Kusnendar, lui, se demande s'il verra son nom blanchi avant de mourir. « *Tant de témoins ont déjà disparu. Nous courons après le temps.* »

par Lena Bjurström, journaliste

(1) « [The coup that backfired](#) », *CIA Research Study*, Washington, DC, décembre 1968, déclassifié en mai 2007.

(2) Lire Noam Chomsky, « [L'Indonésie, atout maître du jeu américain](#) », *Le Monde diplomatique*, juin 1998.

(3) Peter Dale Scott, « The United States and the overthrow of Sukarno, 1965-1967 », *Pacific Affairs*, n° 58, Vancouver, 1985 ; Brad Simpson, « [It's our act of killing, too](#) », *The Nation*, New York, 28 février 2014.

(4) Le dictateur a démissionné après avoir ordonné une répression qui a fait plusieurs centaines de morts. Lire Solomon Kane et Laurent Passicouset, « [Comment le général Suharto a été contraint à la démission](#) », *Le Monde diplomatique*, juin 1998.

(5) Lire Philippe Pataud Célérier, « [Les Papous minoritaires en Papouasie](#) », *Le Monde diplomatique*, février 2015.